

La Vie Internationale

Encore le Plan

107 in 50

Ceux que passionne le sport diplomatique sont servis. Toutes les subtilités du jeu sont en œuvre contre et pour le plan Schuman et bien fin qui désignerait le vainqueur. D'un côté les gouvernements de Paris et de Bonn soutenus par Washington; de l'autre l'Angleterre et tous les intérêts particuliers, sans compter l'U.R.S.S. et les syndicats qu'elle pousse en avant.

Le refus anglais.

Passé d'armes rapide et argüé: la France ayant reçu l'adhésion du Benelux et de l'Italie a mis l'Angleterre au pied du mur: souscrire au principe d'une autorité supranationale qui dirigerait, sans appel des Gouvernements, le charbon et l'acier, ou bien rester à l'écart des négociations. Les Anglais ont préféré s'abstenir. C'était ce qu'on voulait à Paris. Car il est relativement facile de s'entendre entre gens qui y sont décidés, si difficile que soit la question. Mais s'adjointre un partenaire acharné à faire échouer le projet!

Le curieux, c'est que pendant cette négociation d'importance il n'y avait à Londres que des doublures. M. Bevin était en clinique et MM. Attlee et Cripps se reposaient en France même. M. Attlee eut été gêné de refuser alors qu'il avait dès le début exprimé sa sympathie pour le plan. Homme d'expérience, il s'était rendu compte qu'une opposition systématique de l'Angleterre était contraire à ses intérêts.

Ce qu'on veut à Washington, c'est mettre les Britanniques devant un plan prêt à fonctionner auquel tôt ou tard ils devront se rallier comme cela vient d'être le cas pour l'Union européenne de paiement. Il est évident que si le pool franco-allemand devient une réalité, les Anglais pour éviter une concurrence totale devront en faire partie. Mais ce pool désormais supra-national tiendra en mains la répartition des marchés. Les exportations, sur lesquelles l'Angleterre vit, seront de ce fait limitées et le rêve de pouvoir un jour se suffire échappera définitivement aux Anglais. La Livre dès lors ne pourra jamais redevenir une monnaie librement convertible. Elle aura besoin du soutien du dollar; on comprend la résistance de l'Angleterre.

L'attitude allemande.

Côté Allemand, l'enthousiasme pour le plan n'est pas aussi général qu'au début. Comme en France, il y a des intérêts privés menacés. Evidemment, c'est pour l'Allemagne, l'accès à cette égalité de droits en matière économique, prélude à l'égalité en tous les domaines que le plan Schuman promet. Mais c'est aussi pour l'avenir la renonciation à une expansion industrielle illimitée qui permettrait de dominer le continent. C'est pourquoi — et certaines réactions allemandes nous le confirment, — il n'est pas probable que dans quelques années, le Reich unifié accepterait de se soumettre à une autorité supranationale.

L'attitude américaine.

Comme toujours les Etats-Unis tiennent l'argument suprême: la Caisse, 600 millions de dollars pourraient être disponibles pour financer le plan. Autant de moins pour ceux qui refuseraient de s'y associer. On a compris. Nous sommes persuadés qu'à Londres on ne se fait aucune illusion. Si les parlements et les difficultés pratiques ne font pas échouer le plan, l'Angleterre y adhèrera. Les ponts ne sont d'ailleurs pas coupés. Au contraire, Londres sera tenu au courant de toutes les négociations et fera ses observations. On en tiendra compte pour lui faciliter les choses.

Le blé soviétique.

Nos lecteurs ont du penser: «Tiens les Russes ont des céréales puisqu'ils offrent d'en vendre.» Comme c'est mal les connaître. Ils en avaient déjà vendu, il y a deux ans, aux Anglais et aux Suédois. Mais d'incident en incident, ils n'en ont livré qu'une infime partie. Manœuvre encore cette fois.

L'excédent de la production est préoccupant dans le monde et le récolté des pays libres sera considérable en Europe du moins. Offrir du blé c'est jeter la confusion dans les plans d'accord agricole et de répartition de ces excédents et cela juste au moment où le traité Anglo-Canadien vient à expiration. Il est probable que les négociations anglo-russes traîneront en longueur, que finalement le prix sera jugé trop élevé ou si un accord partiel est conclu qu'il ne sera pas exécuté. Les Soviétiques n'ont pas intérêt

à développer le commerce avec l'occident. Les échanges favoriseraient les satellites qu'il convient au contraire de tenir serrés et en état de pénurie.

On sait d'autre part que les Soviétiques ont constitué en Suisse, en Autriche et dans toutes les capitales des Sociétés privées pour la contrebande qui fournissent à l'U.R.S.S. toutes les marchandises prohibées à l'exportation dont elle a besoin. Ces sociétés par diverses combinaisons réalisent des bénéfices sérieux qui alimentent la caisse des paillis moscovites à l'étranger. C'est pourquoi statistiquement les échanges Ouest-Est vont sans cesse diminuant.

Les armements.

Les Américains font une large publicité à leurs armes secrètes, destinées à bouleverser la stratégie. Cela pour remonter le courant neutraliste qui commençait à s'enfler en Europe. Il est certain que même sans guerre la conception du potentiel militaire change sans cesse de sens. On cherche à prouver que nous sommes revenus à une phase où la défensive est plus forte que l'offensive, comme cela s'est produit en 14-18. Ce qui veut dire que les Européens peuvent être défendus contre une invasion russe avec des effectifs réduits, techniquement bien munis, une petite armée de spécialistes et d'ingénieurs. C'est possible, probable même, mais il ne faut pas s'y fier. C'est sur le champ de bataille que ces rapports de force se révèlent et toujours avec des surprises. Ce qui est sûr, c'est que l'armement accumulé par les Russes et surtout l'artillerie et les tanks se démodent très vite et que d'énormes efforts peuvent être du jour au lendemain inutiles et l'arme de la victoire devenir celle du désastre.

CRITON.